



FEDERATION DE PARIS

40 rue de Malte 75011 Paris - Tel/Fax : 01 53 61 25 90

Courriel : fedeparis@ldh-france.org www.ldh-france.org/fede/paris

Elections législatives des 10 et 17 juin 2012

Madame, Monsieur,

A l'occasion de ce moment fort que constitue pour notre démocratie l'élection de sa représentation nationale, et puisque vous êtes candidat-e à la députation, la fédération de Paris de la Ligue des Droits de l'Homme vous adresse ce courrier afin d'ouvrir le débat.

Nos adhérents et sympathisants, comme tous les citoyens, sont au quotidien confrontés à une situation économique et sociale qui se traduit par une précarisation des plus faibles, par une crainte de l'avenir pour tous et par un affaiblissement du lien social. La perte de confiance en nos institutions républicaines (justice, services publics, etc.), est de nature à nous préoccuper. Depuis quelques années, les services publics sont attaqués de toutes parts, leurs effectifs et leurs moyens sont réduits, leur existence même est remise en cause. Enfin, les territoires sont de plus en plus inégaux devant le service public.

La Ligue des Droits de l'Homme, avec 50 organisations, syndicats et associations, propose un Pacte pour les droits et la citoyenneté qui réaffirme les principes républicains auxquels nous sommes attachés. Notre but est de faire entendre la voix de la société civile et d'interpeller celles et ceux qui sollicitent les suffrages des citoyens. En effet, le débat public doit se développer pour construire des réponses claires, nouvelles, en phase avec les attentes et les revendications dont nous sommes porteurs et en accord avec l'intérêt général. Sur certains des 35 sujets abordés par ce pacte nous souhaiterions connaître votre position : c'est pourquoi vous trouverez ci-dessous cinq questions auxquelles nous attendons de votre part des réponses claires

➤ Soutiendrez-vous une modification constitutionnelle visant à ouvrir aux étrangers non communautaires le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales?

➤ Reviendrez-vous sur les lois Besson et Hortefeux qui permettent l'internement des jeunes en CRA (Centre de rétention administrative), encouragent l'exploitation des travailleurs sans papiers et séparent les familles ?

➤ Alors que la loi a créé un droit au logement opposable, la part de nos concitoyens mal-logés ou rencontrant de sérieuses difficultés de logement ne cesse de croître. Vous engagez-vous à assurer une maîtrise de l'augmentation des loyers et à mettre en œuvre une politique ambitieuse de construction et de réhabilitation de logements accessibles ?

➤ En ce qui concerne la santé et l'accès aux soins, le restant à charge ne cesse d'augmenter ce qui explique le nombre croissant de personnes qui renoncent à se soigner ou qui reportent cette dépense. Ce phénomène ne fait qu'aggraver les inégalités d'accès aux soins et la détérioration de leur qualité. Vous engagerez-vous sur le rétablissement d'un fonctionnement plus équitable de l'assurance maladie ? sur la suppression des franchises médicales ? sur le maintien de centres IVG, de dispensaires ?

➤ Les déclarations de certains responsables politiques foulent aux pieds la présomption d'innocence ; le manque de moyens de l'institution judiciaire, en même temps que les pressions politiques (nominations, indépendance du parquet évoquée même par la Cour Européenne des Droits de l'Homme) exercées sur les magistrats, de plus en plus souvent, portent une atteinte grave au principe de séparation des pouvoirs fondant les principes démocratiques. Les nombreuses lois votées ces dernières années dans la précipitation affectent le fonctionnement de la justice. Quelles mesures soutiendrez-vous pour assurer l'indépendance des magistrats et restaurer un fonctionnement plus harmonieux de cette institution ?

Ce sont quelques uns des points sur lesquels nous souhaitons connaître vos engagements. Afin d'étayer le jugement des citoyens en vue des échéances électorales à venir, vous comprendrez que vos réponses seront rendues publiques.

Nous vous prions, Madame, Monsieur, d'agréer nos salutations républicaines,

Anne Tardieu,
Pour la Fédération de Paris de la LDH